

PREMIER BILAN

Dossier de la rédaction de H2o
June 2025

Alors que vient tout juste de s'achever la Conférence des Nations unies sur l'Océan, la Fondation de la Mer nous délivre son bilan. "Avec l'UNOC, le monde entier a entendu l'appel de l'Océan et a réalisé l'urgence à agir. Il faut maintenant passer de la science et de la prise de conscience à l'action. La création prochaine d'une COP Océan est une étape fondatrice. Une dynamique est née, réelle, puissante, mais encore insuffisante. Nous devons maintenant nous mobiliser tous ensemble : États, scientifiques, ONG, entreprises et citoyens. Ensemble, accélérons la protection de l'Océan", a déclaré Alexandre Laschine, directeur général.

Quelles avancées sur les grands dossiers peuvent être mentionnées :

Accord BBNJ (Marine Biodiversity of Areas Beyond National Jurisdiction) - L'accord compte aujourd'hui un peu plus de 50 ratifications, 60 nouvelles sont attendues. À l'issue d'une mobilisation diplomatique sans précédent, le traité sur la haute mer entrera en vigueur 120 jours après l'obtention des 60 nouvelles ratifications à New York (23 septembre).

Pêche INN : illégale, non déclarée, non réglementée - Le renforcement de la lutte contre la pêche INN a entraîné avec par exemple la destruction des navires illégaux (Guyane) et l'usage de drones de surveillance.

L'annonce par la Chine de sa ratification du PSMA (Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port qui contraignent les navires étrangers souhaitant entrer dans un port à prouver la légalité de leurs captures) constitue une avancée majeure, compte tenu du rôle important estimé des navires chinois dans la pêche illégale.

L'Accord du Cap adopté en 2012 pour faciliter un meilleur contrôle de la sécurité des navires de pêche devrait lui-même pouvoir entrer en vigueur d'ici la fin de l'année.

Développement des aires marines protégées (AMP) - Actuellement, 67 % des récifs d'outre-mer sont couverts par une aire marine protégée. La France s'est engagée à protéger l'intégralité de ces récifs. La Fondation de la Mer continue de revendiquer : une trajectoire plus ambitieuse allant au-delà des 4 % de zones de protection forte annoncées, une interdiction du chalutage sur les 12 milles nautiques ; la mise en place de corridors bleus entre les parcs marins pour proscrire la logique de pointillisme actuelle ; l'application stricte des règles relatives aux AMP car aujourd'hui ces aires sont des zones grises mais non protégées.

Lutte contre la pollution plastique - Un appel a été lancé pour un traité ambitieux sur le plastique. La déclaration, à l'initiative de la France, a reçu le soutien de 95 pays de tous les continents, renforçant la pression sur les États-Unis et la Chine, non signataires, qui sont aussi les deux plus gros consommateurs de plastiques au monde.

Fondation de la Mer

À

La France présente son Plan plastique 2025-2030 et ambitionne une trajectoire à 10 ans pour donner de la visibilité et de la prédictibilité aux acteurs économiques.

Dossier de presse